

**Vaucluse.** Les salariés de la papeterie de Malaucène attendent la reprise de négociations.

## Des dirigeants retenus sur le site

■ Quatre membres de la direction de la papeterie de Malaucène (Vaucluse) étaient toujours retenus sur le site, mercredi à la mi-journée, par des salariés qui attendent une hypothétique reprise de négociations sur la fermeture de l'usine. L'établissement emploie 210 salariés. Des discussions en comité d'entreprise entre syndicats et direction se sont interrompues mardi soir et depuis, le directeur industriel du site Jean-Marc Pavero, le directeur financier Europe du groupe américain Schweitzer-Mauduit, propriétaire de la papeterie, Jean-Yves Klein, le directeur des ressources humaines du groupe Yves Mothay et le responsable des ressources humaines du site Rémy Ruffier ont été invités à ne pas quitter les locaux de la papeterie par les syndicats. Tout en se défendant de séquestrer l'équipe dirigeante, un responsable syndical, Thierry

Georges, de l'union locale CGT, a expliqué que les syndicats étaient dans "l'incapacité de protéger la sortie de ces gens". Les salariés exigent une reprise des négociations auxquelles, selon la CGT, se refuse la direction. "Ils nous ont appelés en nous disant qu'ils faisaient descendre (à Malaucène, ndlr) le directeur du groupe Europe pour discuter mais que la discussion ne devait pas se passer sur le site mais sur un terrain plus sécurisé et plus neutre", a expliqué Jean-Marc Moulin, délégué syndical. "S'ils repartent sur les mêmes données, ils vont ni plus ni moins essayer de nous endormir en sous-préfecture. Ils auront à ce moment-là la garantie de pouvoir partir, ils partiront et on ne les reverra plus", a-t-il ajouté. L'ambiance à la mi-journée était calme. Dans la cour intérieure qui jouxte les bâtiments administratifs de la papeterie, des bobines de filtres à cigarettes ont

été dévidées et des guirlandes de papier à cigarettes pendaient aux branches des grands arbres de la cour, de même que des mannequins bourrés de papier représentant les membres de la direction. De nombreux carreaux ont été cassés et les murs aspergés de peintures de toutes couleurs. Sur des banderoles était inscrit : "le préjudice, messieurs de la direction sera énorme..." ou encore "Vous avez voulu jouer avec nos emplois, maintenant nous jouons avec vous, messieurs !". Le géant américain du papier à cigarettes Schweitzer-Mauduit a annoncé le 17 avril, à la surprise générale, qu'il fermerait l'usine, spécialisée dans le papier "manchette" qui entoure les filtres de cigarettes, en septembre, avec 210 licenciements à la clé. Les salariés s'opposent à la fermeture, estimant que l'activité peut être pérennisée dans la papeterie, fondée au XVI<sup>e</sup> siècle.

### MANIFESTATION CET APRÈS-MIDI

■ Dans le cadre de leur conflit, les papetiers ont appelé à manifester aujourd'hui à partir de 12h30, à Malaucène. Leur objectif est de profiter du passage du Critérium du Dauphiné Libéré pour alerter largement le public et la presse sur leur situation.

Ils s'installeront devant l'église, à la sortie du village, avant que les coureurs n'attaquent les pentes du Ventoux, terme de cette étape. Une action médiatique qui s'inscrit dans leur mouvement de contestation pour dénoncer la fermeture de l'usine programmée en septembre prochain. "Notre but est de faire savoir au niveau national de ce qui se passe ici. La situation est urgente pour les 211 salariés menacés de chômage", explique Thierry Georges, secrétaire de l'Union locale CGT Vaison-Malaucène.

## Médiation à la sous-préfecture

Hier à 21 heures, les salariés des Papeteries de Malaucène ont décidé de quitter l'usine afin de garantir la sécurité des quatre séquestrés "fichés". Quatre représentants de la direction venus mardi matin pour négocier le volet économique et social des employés de l'entreprise. Une décision qui fait suite à une réunion qui s'est tenue hier après-midi dans les bureaux de le sous-préfet de Carpentras, Marie-Gabriel de Philippe. Elle a reçu une délégation du comité d'entreprise des Papeteries de Malaucène et Michel Fiévez, PDG Europe du groupe Schweitzer-Mauduit, propriétaire du site. Une réunion pour débattre la situation afin que les négociations du plan social et économiques puissent reprendre.

Car depuis mardi 22 heures, il ne se passait plus rien. D'un côté les quatre responsables mandatés pour fermer l'usine, disent qu'ils sont séquestrés, alors que vu des salariés, on

répond que les portes sont ouvertes et que rien n'interdit à Yves Mothay, directeur des ressources humaines de Schweitzer-Mauduit de venir parler aux salariés. Et il a été dit à demi-mot qu'au plus haut niveau de l'Etat des gens restent dans une usine ne plaissent pas et que si les quatre hommes retenus n'étaient pas libérés, eh bien, les forces de l'ordre interviendraient manu militari.

De retour sur site, la délégation a donc expliqué la situation. La CGT demandant aux personnes présentes de libérer le site en signe de bonne foi. En écho ils ont entendu que la confiance n'était plus là. Et les discussions par groupe ont commencé avec en relais, des échanges avec la représentation de l'Etat afin de trouver une issue pour reprendre les négociations dès ce matin 9 heures. Un tour de table prévu de durer jusqu'à vendredi.